

PAR COURRIER ÉLECTRONIQUE

Québec, le 18 novembre 2021

Monsieur Sean Fraser  
Ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté  
365, avenue Laurier Ouest  
Ottawa (Ontario) K1A 1L1

Monsieur Marco E. L. Mendicino  
Ministre de la Sécurité publique  
269, avenue Laurier Ouest  
Ottawa (Ontario) K1A 0P8

Monsieur Jean-Yves Duclos  
Ministre de la Santé  
Brooke Claxton Building, 16<sup>th</sup> Floor  
Postal Locator: 0916-A, Tunney's Pasture  
Ottawa (Ontario) K1A 0K9

**Objet : Capacité d'hébergement temporaire pour les demandeurs d'asile accueillis  
au Québec**

Messieurs les Ministres,

Nos équipes ont été informées de l'intention de votre gouvernement de mettre fin, le 21 novembre 2021, au régime de retour direct des demandeurs d'asile établi en vertu des mesures sanitaires d'urgence.

Compte tenu des projections de volume anticipées par ce changement, il nous apparaît particulièrement important de réitérer la capacité maximale d'accueil d'hébergement du Québec établi à 1 150 places et d'un transfert quotidien de 60 personnes, et ce, comme précisé dans notre correspondance du 4 août dernier demeurée toujours sans réponse.

Rappelons que depuis le début de l'année 2017, le Québec doit composer, au regard du mouvement des demandeurs d'asile, avec une situation tout à fait exceptionnelle qui a saturé sa capacité d'accueil, sollicité de façon particulièrement significative ses ressources et engendré des échos considérables dans les médias et au sein de la population.

Bien que la pandémie ait ralenti l'afflux des demandeurs d'asile à la frontière, il n'en demeure pas moins que le réseau de la santé et de la sécurité publique au Québec ainsi que les ressources qui y œuvrent sont déjà à bout de souffle en raison des efforts consentis par la gestion de cette crise depuis les deux dernières années.

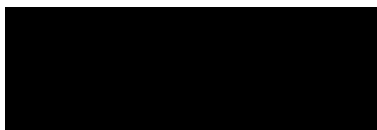
Considérant que la gestion du mouvement des demandeurs d'asile, de la frontière canadienne ainsi que de la quarantaine relève de la compétence du gouvernement fédéral, le Québec s'attend à ce que vous assumiez l'entière responsabilité vous incombant. Alors que le gouvernement fédéral s'apprête à prendre la décision unilatérale de mettre fin au régime de retour tout en anticipant un volume élevé de demandeurs d'asile dès la fin du régime en place, il vous revient d'assurer l'hébergement jugé nécessaire à Lacolle. Nous estimons que pendant cette période transitoire, il vous serait possible, entre autres, d'effectuer un transfert des demandeurs d'asile qui ne souhaitent pas demeurer au Québec, et dont le nombre s'avère passablement élevé, directement vers leur province de destination.

Conséquemment, il nous apparaît urgent de tenir une rencontre avec vous avant l'entrée en vigueur des changements prévus au 21 novembre. Cette rencontre nous permettra d'être informés du plan de contingence du gouvernement fédéral, ainsi que des précisions sur le site qui aura été retenu pour l'hébergement temporaire des demandeurs d'asile jusqu'à ce qu'ils puissent être pris en charge par le Québec selon les paramètres exprimés. Il va sans dire que nos sous-ministres sont également disponibles afin d'échanger avec leurs homologues.

Nous souhaitons que l'arrivée des demandeurs d'asile se fasse de la façon la plus harmonieuse possible, dans la mesure de notre capacité d'accueil et d'hébergement temporaire et dans le respect des règles sanitaires en vigueur. Vous pouvez compter sur notre collaboration pour contribuer à l'atteinte de cet objectif.

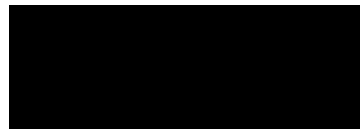
Nous vous prions d'agréer, Messieurs les Ministres, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Le ministre de l'Immigration, de la  
Francisation et de l'Intégration suppléant,



Jean Boulet

Le ministre de la Santé  
et des Services sociaux,



Christian Dubé

- c. c. M<sup>me</sup> Sonia Le Bel, ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne  
M<sup>me</sup> Geneviève Guilbault, ministre de la Sécurité publique  
M. Dominic LeBlanc, ministre des Affaires intergouvernementales, de l'Infrastructure et des Collectivités  
M. Pablo Rodriguez, ministre du Patrimoine canadien et lieutenant du Québec